



Cellule d'Analyse de Politiques
Economiques du CIRES



THE AFRICAN CAPACITY
BUILDING FOUNDATION

RAPPORT D'ACTIVITE 2008

Février 2009

Financée par la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique / African Capacity Building Foundation (ACBF)
et par l'Etat de Côte d'Ivoire - CC N° 0227945C
08 BP 1295 Abidjan 08 - Tél. : (225) 22 44 41 24 - Fax : (225) 22 48 51 68
E-mail : capec@afnet.net - www.capec-ci.org / Sise au CIRES, Bd. Latrille, près du Lycée Classique d'Abidjan

INTRODUCTION

Le Programme d'activité pour l'année 2008, élaboré en décembre 2007 a été le premier de la phase III du projet Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC). Les activités prévues dans ce programme ont été retenues en tenant compte des missions de la CAPEC mais aussi de l'environnement social, politique et économique du pays et des priorités économiques des décideurs. En septembre 2008, le programme d'activité initial et le budget ont été révisés en tenant compte de l'effectif des chercheurs et d'éléments nouveaux.

Ainsi, les activités de renforcement des capacités et les thèmes des études et recherches ont été élaborés en tenant compte des préoccupations du gouvernement extériorisées dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté et dans le mémorandum de politique économique et financière de 2007. Ils sont retenus en prenant aussi en compte les besoins et les souhaits exprimés par les administrations publiques lors des différentes rencontres avec la direction de la CAPEC.

Ce rapport fait le point des activités qui ont été réalisées en 2008. Il comprend quatre sections. La première fait le point des réalisations des activités traditionnelles de la CAPEC, la deuxième présente les activités accomplies pour promouvoir la visibilité de la Cellule, la troisième section présente les autres activités réalisées et la quatrième est relative à l'exécution budgétaire.

I- ACTIVITES TRADITIONNELLES DE LA CELLULE D'ANALYSE DE POLITIQUES ECONOMIQUES DU CIRES

Le programme d'activité de la CAPEC comporte traditionnellement sept activités qui sont : (1) les études et recherches, (2) les publications, (3) la formation continue, (4) le séminaire de dissémination des résultats des études et recherches (5) les activités d'appui à l'Administration, (6) les études et recherches à titre onéreux et (7) les consultances. Une de ces activités, notamment le séminaire de dissémination des résultats des études et recherches, n'étant pas réalisée en 2008, le rapport fait le point de l'état d'exécution des autres activités et du budget.

1.1-Etudes et recherches

Au titre des études et recherches du programme interne de la CAPEC, les chercheurs seniors réalisent, chaque année, trois études et les chercheurs juniors en réalisent deux. Ces études sont publiées dans *Politique Economique et Développement (PED)*. Le PED s'accompagne d'un *Bulletin de Politique Economique et Développement (BUPED)* et de deux *Lettre de Politique Economique (LPE)*. Pour l'année 2008 douze (12) études étaient inscrites au programme d'activité. Les thèmes de ces études sont reportés dans le tableau ci-après :

Tableau 1 : Thèmes des études retenues dans le programme d'activité initial de 2008

N° ordre	Thèmes
1	Service universel dans la fourniture d'eau et d'électricité en Côte d'Ivoire.
2	Analyse de la productivité dans l'industrie ivoirienne.
3	Réflexion prospective sur l'évolution des ressources financières publiques ivoiriennes.
4	Bilan-diagnostic de l'industrie ivoirienne de 1958 à 2007.
5	Le découpage administratif actuel du territoire ivoirien répond-t-il aux objectifs de développement du pays.
6	Développement du système financier et croissance économique en Côte d'Ivoire.
7	Accords de partenariat économique : les impacts potentiels sur le secteur de l'agroalimentaire en Côte d'Ivoire.
8	Microfinance et réduction de la pauvreté en milieu rural ivoirien.
9	Causalité entre épargne, investissement et croissance économique en Côte d'Ivoire et conséquences pour l'action des pouvoirs publics.
10	Analyse du comportement des recettes du café et du cacao de la Côte d'Ivoire.
11	La dimension sociale du développement durable en Côte d'Ivoire : le rôle de la croissance et des dépenses sociales.
12	Analyse rétrospective de l'équité sociale et esquisse d'image à long terme de la société ivoirienne.

La réorganisation de l'équipe des chercheurs a contraint la CAPEC à confier quatre des études prévues dans le programme de recherche interne à des consultants extérieurs pour les traiter. Il s'agit des études initiales suivantes :

- Réflexion prospectives sur l'évolution des ressources publiques ivoiriennes ;
- Bilan-diagnostic de l'industrie ivoirienne de 1958 à 2007 ;
- Le découpage administratif actuel du territoire ivoirien répond-t-il aux objectifs de développement du pays ;
- Accords de partenariat économique : les impacts potentiels sur le secteur de l'agroalimentaire en Côte d'Ivoire.

Ainsi, après la révision du programme d'activité initial de 2008, les chercheurs de la CAPEC devraient réaliser huit (8) études (cf. tableau 2), soit 8 PED, 8 BUPED et 16 LPE.

Tableau 2 : Thèmes des études retenues dans le programme d'activité révisé de 2008

N° ordre	Thèmes
1	Service universel dans la fourniture d'eau et d'électricité en Côte d'Ivoire.
2	Analyse de la productivité dans l'industrie ivoirienne.
3	Développement du système financier et croissance économique en Côte d'Ivoire.
4	Microfinance et réduction de la pauvreté en milieu rural ivoirien.
5	Causalité entre épargne, investissement et croissance économique en Côte d'Ivoire et conséquences pour l'action des pouvoirs publics.
6	Analyse du comportement des recettes du café et du cacao de la Côte d'Ivoire.
7	La dimension sociale du développement durable en Côte d'Ivoire : le rôle de la croissance et des dépenses sociales.
8	Analyse rétrospective de l'équité sociale et esquisse d'image à long terme de la société ivoirienne.

Hormis deux études, « Microfinance et réduction de la pauvreté en milieu rural ivoirien » et « Analyse de la productivité dans l'industrie ivoirienne » qui ne sont pas achevées pour des raisons de données, les autres ont été réalisées, soit un taux d'exécution de 75%. Les PED, les BUPED et LPE qui y sont associés sont en cours de validation.

1.2-Publications

Trois supports de publication permettent de valoriser les études réalisées au titre des activités de la CAPEC :

- le Document de travail est publié sous l'appellation "Politique Economique et Développement" (PED) ;
- le Bulletin de Politique Economique et Développement (BUPED) ;
- la Lettre de Politique Economique (LPE).

La mise en forme des documents à publier est dévolue à l'Assistante chargée de cette activité. Toutefois, les chercheurs peuvent être sollicités pour l'aider à faire la mise en forme ou à relire les documents pour un dernier contrôle avant leur édition.

Il est prévu dans le programme d'activité de 2008 de publier les études et recherches réalisées par la CAPEC en 2005, 2006 et 2007. L'acquisition d'un nouveau duplicopieur a permis d'éditer et de publier ces études. Ainsi, 24 Politique Economique et Développement, 21 Bulletin de Politique Economique et Développement et 41 Lettres de Politique Economique ont été publiés en 2008.

Toutes les études réalisées et qui ont fait l'objet de publication sont mis en ligne sur le site de la CAPEC (<http://www.capec-ci.org>) et peuvent être consultées par les personnes intéressées.

La liste des publications, par année de réalisation des études, est reportée dans les tableaux 3.1 à 3.9.

Tableau 3.1- Liste des PED – 2005

PUBLICATIONS - PED	
01	Rythme de recouvrement des ressources fiscales en Côte d'Ivoire et proposition de date de démarrage de l'exercice budgétaire.
02	Investissements Directs Etrangers : déterminants et influence sur la croissance économique.
03	Efficacité macroéconomique du crédit bancaire en Côte d'Ivoire.
04	Structure et efficacité du secteur financier ivoirien.
05	Déficit budgétaire, épargne nationale et principe d'équivalence ricardienne en Côte d'Ivoire
06	Analyse de la pression fiscale en Côte d'Ivoire de 1960 à 2001.
07	Instabilité macro-économique, accumulation de capital et croissance : cas de la Côte d'Ivoire 1970-2002.
08	Enjeux des réformes en cours de la BCEAO et de l'UMOA.
09	Contributions des dépenses publiques et privées de capital à la croissance Economique en Côte d'Ivoire.
10	Quelles solutions pour les conflits fonciers de la zone de production cacaoyère du grand-ouest de la Côte d'Ivoire ?
11	Capital social et croissance économique en période post conflit : cas de la Côte d'Ivoire.
12	Etude socioéconomique de la Filière du Manioc à Tchimou-Assèkro et dans les Villages Environnants (Bouaké - Côte d'Ivoire)
13	Criminalité et croissance économique : une approche économétrique du modèle ivoirien.
14	Financement et investissement : le cas de la Côte d'Ivoire.
15	Investissements Directs étrangers et croissance économique en Côte d'Ivoire

Tableau 3.2- Liste des BUPED– 2005

PUBLICATIONS - BUPED	
01	Réflexions pour une révision de la date de démarrage de l'exercice budgétaire de l'Etat ivoirien.
02	Investissements Directs Etrangers : déterminants et influence sur la croissance économique.
03	Efficacité macroéconomique du crédit bancaire en Côte d'Ivoire.
04	Structure et efficacité du marché ivoirien du crédit.
05	De l'effet réel de la politique fiscale en Côte d'Ivoire.
06	Analyse de la pression fiscale en Côte d'Ivoire de 1960 à 2001.
07	Instabilité macroéconomique, formation de capital privé et croissance Economique en Côte d'Ivoire.
08	L'immuabilité des principes fondateurs de la zone franc : une analyse critique des propositions de la partie française.
09	Contributions des dépenses publiques et privées de capital à la croissance Economique en Côte d'Ivoire.
10	Les causes des conflits fonciers dans les régions forestières du grand-ouest de la Côte d'Ivoire.
11	Proposition de solutions des conflits fonciers du grand-ouest de la Côte d'Ivoire.
12	Conflits destructeurs, capital social et croissance Economique, le cas de la Côte d'Ivoire.

3.3- LISTE DES LPE – 2005

N° d'ordre	PUBLICATIONS - LPE
01	Y a-t-il effets d'éviction en Côte d'Ivoire ?
02	Proposition de solutions des conflits fonciers du grand-ouest de la Côte d'Ivoire.
03	Propositions pour une adaptation de l'exercice budgétaire de l'Etat ivoirien au rythme de recouvrement des recettes.
04	Investissements Directs Etrangers et Croissance économique en Côte d'Ivoire.
05	Les déterminants des investissements directs étrangers entrants de la Côte d'Ivoire.
06	Crédit et croissance économique en Côte d'Ivoire : une analyse descriptive.
07	Les banques contribuent-elles au financement de la croissance des pays de l'UEMOA : le cas de la Côte d'Ivoire.
08	La structure du marché formel du crédit.
09	Rationnement du crédit et inefficacité du marché du crédit ivoirien.
10	Effets de la politique fiscale de l'Etat sur l'épargne en Côte d'Ivoire.
11	Déficit budgétaire et épargne en Côte d'Ivoire.
12	La pression fiscale en Côte d'Ivoire : des réflexions au niveau global.
13	La pression fiscale en Côte d'Ivoire : des réflexions au niveau sectoriel.
14	Inflation et croissance économique en Côte d'Ivoire.
15	Déficit budgétaire et croissance économique.
16	Les dernières réformes de la BCEAO et de l'UMOA : une occasion manquée pour ces deux institutions !
17	La nature du F CFA et ses conséquences pour la BCEAO.
18	Le déficit budgétaire doit-il être systématiquement condamné ?
19	Déficit budgétaire et inflation.
20	Le peuplement anarchique de la zone forestière du grand-ouest : une des causes essentielles des conflits fonciers actuels.
21	Les actions posées par l'Etat : des causes supplémentaires des conflits fonciers du grand-ouest.
22	Rôle de l'Etat ivoirien dans la reconstruction du capital social après la crise.
23	Canaux de transmission entre le capital social et la croissance économique.

Tableau 3.4- Liste des PED – 2006

	PUBLICATIONS - PED
1.	Impact des dépenses publiques sur le niveau de vie en Côte d'Ivoire : "une analyse par les modèles autoregressifs à seuil endogène.
2.	Echanges commerciaux UE-CEDEAO, recettes fiscales de la Côte d'Ivoire et gouvernance.
3.	Investissement public, amélioration du niveau de vie et croissance en Côte d'Ivoire, une analyse structurelle cliométrique.
4.	Aide et croissance économique en Côte d'Ivoire en période post-conflit
5.	Taille du secteur public et croissance économique : cas de la Côte d'Ivoire.
6.	Le paradigme de croissance tirée par les exportations est-il vérifié en Côte d'Ivoire : analyse par la cointégration et la causalité
7.	Education et réduction de la pauvreté

Tableau 3.5- Liste des BUPED – 2006

PUBLICATIONS - BUPED	
1.	Impact des dépenses publiques sur le niveau de vie en Côte d'Ivoire : une analyse par les modèles autorégressifs à seuil endogène.
2.	Echanges commerciaux UE-CEDEAO, recettes fiscales de la Côte d'Ivoire et gouvernance.
3.	Investissement public, amélioration du niveau de vie et croissance en Côte d'Ivoire, une analyse structurelle cliométrique.
4.	Aide et croissance économique en Côte d'Ivoire en période post-conflit
5	Taille du secteur public et croissance économique : cas de la Côte d'Ivoire.
6	Exportations et croissance de l'économie ivoirienne
7	Financement de l'éducation dans les pays en voie de développement

Tableau 3.6- Liste des LPE – 2006

PUBLICATIONS - LPE	
1.	Le contrôle des souverainetés budgétaires implique t-il un renoncement à la croissance ? une réponse empirique à partir du cas de la Côte d'Ivoire.
2.	Le solde structurel : un indicateur des actions discrétionnaires des politiques budgétaires.
3.	Evolutions récentes des recettes d'importation de la Côte d'Ivoire.
4.	Influence de l'APE sur les recettes de la Côte d'Ivoire et gouvernance fiscale.
5.	Réduire la pauvreté pour stimuler la croissance.
6.	La croissance pro-pauvre : le rôle des investissements publics.
7.	Effets dynamiques de l'aide et de la croissance économique en Côte d'Ivoire.
8.	Aide, politiques économiques et croissance de la Côte d'Ivoire en période post-crise.
9.	Taille du secteur public et croissance de l'économie ivoirienne.
10.	Bonne gouvernance et efficacité des dépenses publiques
11.	Orientation géographique du commerce extérieur et vulnérabilité de l'économie ivoirienne.
12.	Evolution de la structure du commerce extérieur et conséquences sur l'économie ivoirienne.
13.	Contribution de l'éducation formelle de base à la réduction de la pauvreté
14.	Contribution de l'éducation à la réduction de la pauvreté au plan macroéconomique

Tableau 3.7- Liste des PED – 2007

PUBLICATIONS - PED	
1.	Dépenses publiques et croissance économique en Côte d'Ivoire une approche en terme de causalité.
2.	Croissance en faveur des pauvres et investissement public en Côte d'Ivoire.

Tableau 3.8- Liste des BUPED – 2007

PUBLICATIONS - BUPED	
1.	Dépenses publiques et croissance économique en Côte d'Ivoire une approche en terme de causalité.
2.	Croissance en faveur des pauvres et investissement public en Côte d'Ivoire.

Tableau 3.9- Liste des LPE – 2007

PUBLICATIONS - LPE	
1.	Les dépenses publiques d'éducation et leur impact sur la croissance (1970-2002)
2.	Les dépenses publiques d'éducation et de santé : évolutions et incidence sur la pauvreté.
3.	La Croissance en Côte d'Ivoire est-elle en faveur des pauvres.
4.	Evolution de la pauvreté et des inégalités en Côte d'Ivoire.

En plus des supports traditionnels de publication des résultats des études et des recherches, la CAPEC a envisagé de publier un ouvrage sur l'économie ivoirienne en 2008. Une première version a été rédigée et corrigée mais la publication n'a pas été effective parce que l'équipe, en 2008, s'est beaucoup plus préoccupée du rattrapage de la publication des études des années antérieures.

1-3 Formation continue

L'activité de formation de la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES comporte deux volets : la formation destinée aux personnels de la CAPEC (chercheurs et personnel d'appui) et celle en direction des cadres de l'Administration publique, du secteur privé et de la société civile.

Les thèmes de formation ont été retenus en fonction des préoccupations des autorités ivoiriennes. En 2008, la CAPEC a décidé de renforcer aussi les capacités des membres des institutions de la République (Assemblée Nationale, Conseil Economique et Social, forces de sécurité et de défense) et les organes de gouvernance des collectivités locales (conseillers généraux, etc.). A ces deux publics cibles s'ajoutent les journalistes économiques, la société civile et des entrepreneurs.

Huit (8) ateliers de formation ont été programmés au titre de l'année 2008 pour les différents publics cibles (cf. tableau 4).

Tableau 4 : Thèmes de formation proposés en 2008 et publics cibles

Thèmes	Public cible
1 Etape d'élaboration et lecture du budget de l'Etat	- Membres de la Commission des Affaires Economiques et Financières de l'Assemblée Nationale - Membres de la Commission des Affaires Economiques et Financières du Conseil Economique et Social
2 Construction de base de données et analyse statistique	- Forces de défense et de Sécurité (FDS) - Agents de l'Office de la Sécurité Routière (OSER)
3 Analyse des agrégats et indicateurs économiques	- Journalistes économiques
4 Incitation dans les entreprises	- Entreprises privées, Société d'Etat, EPN, etc. - Syndicats
5 Mobilisation des ressources	- Responsables financiers, Secrétaire généraux, etc. des conseillers généraux
6 Gestion financière et budgétaire dans les collectivités territoriales : cas des conseils généraux	- Responsables financiers, Secrétaire généraux, etc. des conseillers généraux
7 Gestion des entreprises dans un contexte d'intégration économique : l'exemple de l'UEMOA	- Opérateurs économiques, entreprises privées, Sociétés d'Etat
8 Evaluation des politiques	- Cadres de l'administration publique

Hormis la formation en évaluation des politiques qui n'a pas eu lieu en 2008 parce que l'animateur identifié n'a pas pu se rendre disponible, les ateliers de formation sur les sept premiers thèmes ont pu être organisés. En plus des sept ateliers inscrits dans le programme d'activité, deux ateliers de formation ont été organisés, un à la demande de la Radio Télévision Ivoirienne (RTI) pour les journalistes économiques et l'autre à la demande du Groupement des Sapeurs Pompiers Militaires. Ainsi, en 2008, la CAPEC a organisé au total 9 ateliers de formation contre huit (8) prévus. Les thèmes traités lors des différents ateliers, le public cible et le nombre des participants sont reportés dans le tableau 5 ci-après.

Tableau 5 : Thèmes de formation traités en 2008, public cible et nombre de participants

Date	Thème	Public cible	Nombre de participants
21-22 avril	Construction de base de données et analyse statistique	Groupement des sapeurs pompiers militaires, Centre de commandement pour la sécurité, Office de sécurité routière, Office Nationale pour la sécurité civile, Police nationale, Gendarmerie nationale, District d'Abidjan, Commandement des forces terrestres, journaliste	37
23-24 avril	Analyse des agrégats et indicateurs économiques	Journalistes économique de la presse écrite et audiovisuelle	27
25-26 juin	La mobilisation des ressources	Responsables financiers, Secrétaires Généraux des Conseils Généraux et journalistes	36
11-12 Août	Les systèmes d'incitations dans les entreprises	Opérateurs économiques, syndicats, journalistes	38
13-14 Août	Les étapes d'élaboration et lecture du budget de l'Etat	Membres de la Commission des Affaires Economiques et Financières de l'Assemblée nationale, Membres de la Commission des Affaires Economiques et Financières du Conseil Economique et Social	32
18-19 sept.	Analyse des agrégats et indicateurs économiques*	Journaliste économiques des deux chaînes de la télévision publique	19
22-26 sept.	Base de données et analyse statistique*	Sapeurs pompiers militaires	44
27-28 oct.	Gestion des entreprises dans un contexte d'intégration économique : l'exemple de l'UEMOA	Opérateurs économiques, journalistes	21
29-30 oct.	Gestion financière et budgétaires dans les conseils généraux et districts	Responsables financiers, Secrétaires Généraux des Conseils Généraux et Districts et journalistes	41

*) ces deux ateliers ont été organisés à demande de la Radio Télévision Ivoirienne et du Groupement des Sapeurs Pompiers Militaires.

La CAPEC a formé en 2008 deux cent quatre vingt dix (295) auditeurs contre deux cent cinquante six (256) prévus dans le programme d'activité, soit un surplus de 39 auditeurs formés. Parmi les auditeurs il y a, entre autres, les membres des institutions de la République (Assemblée Nationale, Conseil Economique et Social), les Forces de Défense et de Sécurité, les journalistes économiques, les cadres des entités décentralisées, notamment les Conseils Généraux et districts.

Le personnel de la CAPEC n'a pas bénéficié de formations au titre de l'année 2008, pour des raisons de contraintes budgétaires.

1.4-Appui à l'Administration

Au titre des activités d'appui à l'administration, la CAPEC est impliquée, depuis décembre 2007, dans la préparation d'un « *Forum International sur le Développement Durable* ». Ainsi, elle a eu à rédiger les termes de référence du Forum et ceux des différents thèmes qui seront traités lors de ce forum. La CAPEC a, par ailleurs, identifié des personnes ressources pour l'animation des différents thèmes qui seront traités au cours de ce Forum.

Le Bureau National de la Prospective (BNP) a sollicité, en janvier et en mai 2008 l'expertise de la CAPEC pour la validation du questionnaire de « *l'Enquête sur les Aspirations des Populations vivant en Côte d'Ivoire (EAPCI)* ». La CAPEC a participé avec les autres experts à des ateliers organisés à cet effet par le BNP pour apporter sa contribution à la validation du questionnaire.

La Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES a été sollicitée également par le Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement pour commenter la première version du Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) de la Côte d'Ivoire.

Dans le cadre de l'appui à l'Administration, la CAPEC participe en tant que point focal de l'ACBF à l'élaboration du programme pays de renforcement des capacités pour la Côte d'Ivoire.

1.5-Consultance

La CAPEC a prévu, dans son programme d'activités 2008, de solliciter des consultants externes pour se prononcer sur des problèmes ponctuels d'actualité lorsque cela ne relève pas d'un domaine pour lequel elle dispose de spécialistes en nombre et en temps parmi ses chercheurs. Elle a prévu par conséquent de solliciter des consultants externes pour la réalisation de quatre (4) études répondant aux préoccupations actuelles des autorités ivoiriennes, notamment la décentralisation, la compétitivité de l'économie ivoirienne, l'efficacité économique et le développement durable. Finalement, ce sont neuf (9) études qui ont été confiées aux consultants externes. Quatre de ces études sont celles prévues au programme d'activité interne initial mais qui ne pouvaient pas être réalisées par la CAPEC elle-même, compte tenu de l'effectif réduit des chercheurs. Une étude sur l'impact de la crise financière sur les économies de l'UEMOA a été ajoutée, par la suite, à la liste initiale pour tenir compte de l'actualité. Les études pour lesquelles les consultants extérieurs ont été sollicités en 2008 sont les suivantes :

1. Analyse de la compétitivité de l'économie ivoirienne ;
2. Analyse de la consommation d'énergie et gestion durable en Côte d'Ivoire ;
3. Bilan-diagnostic de l'industrie ivoirienne ;
4. Impact potentiel des Accords de partenariat économique sur le secteur agro-alimentaire en Côte d'Ivoire ;
5. Décentralisation en Côte d'Ivoire : cas des conseils généraux ;
6. Réflexion prospective sur la fiscalité en Côte d'Ivoire ;
7. Analyse de l'efficacité économique en Côte d'Ivoire ;
8. Structure du marché national du café et du cacao et prix au producteur ;

9.La récente crise financière aux Etats Unis et les économies des pays de l'UEMOA.

Ces études ont été réalisées, sauf l'Analyse de la compétitivité de l'économie ivoirienne et l'impact potentiel des Accords de partenariat économique sur le secteur agro-alimentaire en Côte d'Ivoire. Ces deux études, pour des raisons de difficultés à disposer des données ne sont pas achevées. Les études déjà réalisées sont en cours de lecture. Après leur validation, elles seront publiées dans les supports traditionnels de la CAPEC (PED, BUPED, LPE) et mises en ligne sur le site web de la Cellule.

1.6-Etudes à titre onéreux

1.6.1- Soumissions

Concernant les études à titres onéreux, la CAPEC a soumissionné aux appels à consultance de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour deux études.

La première concerne « **l'évaluation du cadre institutionnel et juridique et des capacités des autorités en charge de la gestion de la dette publique dans les Etats membres de la CEDEAO** ». L'objectif de l'étude est de trouver un modèle de gestion de la dette qui permet aux autorités des pays membres de la communauté de mobiliser les ressources financières dont elles ont besoin, dans les meilleures conditions de coûts et de risques, tout en réalisant les autres objectifs des pouvoirs publics en matière de développement durable, de lutte contre la pauvreté et le développement d'un marché performant de titres publics.

La deuxième étude a pour thème « **Evaluation du cadre statistique des finances publiques dans l'espace CEDEAO** ». L'objectif de cette étude est d'évaluer les pratiques actuelles en matière de compilation des statistiques liées aux finances publiques dans les Etats membres de la CEDEAO afin de permettre la mise en place d'un cadre statistique standard s'appliquant à un ensemble de rapports officiels, qui soient vérifiables, comparables entre les Etats membres et pour lesquels les relevés des résultats sont directement comparables avec les états budgétaires correspondants.

La CAPEC a, par ailleurs, rédigé trois propositions de recherche qu'elle a soumises à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), dans le cadre de la convention BCEAO, Universités et Centres de Recherche, pour recherche de financement. Les trois propositions portent sur les thèmes suivants :

- Endettement extérieur et croissance des économies des pays de l'UEMOA ;
- Caractéristiques des fluctuations des prix des matières premières agricoles et influence sur la croissance économique dans les pays de l'UEMOA ;
- Offre et efficacité macroéconomique du crédit en Côte d'Ivoire.

Les réponses aux différentes soumissions ne sont pas encore parvenues.

1.6.2 Etudes réalisées

La CAPEC a réalisé, en 2008, une étude sur « Programme communautaire de développement : le cas de la Côte d'Ivoire » pour le compte de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest. La première version du rapport a été envoyée à la CEDEAO.

La CAPEC a aussi réalisé en 2008 une étude pour le compte de la Convention de la société civile sur le thème « Gestion des ressources nationales pour l'amélioration du bien-être économique et social ». Cette étude servira de base, avec d'autres travaux réalisés par des consultants de différentes spécialités, à l'organisation des Journées de Consensus National.

II- ACTIVITES DE COMMUNICATION ET DE VISIBILITE DE LA CAPEC

La CAPEC a recruté, au mois de janvier 2008, une chargée de communication et de la visibilité. Elle a en charge l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de communication institutionnel et externe en vue d'assurer la visibilité de la CAPEC auprès du public cible. Elle a en outre à charge d'organiser des manifestations spécifiques internes et externes, institutionnelles, scientifiques et grand public, d'actualiser et d'animer les sites intranet et internet de la CAPEC.

La Chargée de la communication et de la visibilité s'est attelée, en 2008, à élaborer un plan de communication institutionnel pour mieux faire connaître la CAPEC. Un film institutionnel a été réalisé pour présenter les missions, les activités de la CAPEC et les acquis. La première version a fait l'objet de commentaires et sera révisée.

D'autres actions ont été réalisées en 2008 pour accroître la visibilité de la Cellule. Ainsi, des kits de communication (stylos, porte-clés, agendas, etc.) ont été distribués, aux fins d'établir des contacts avec les partenaires (Autorités politiques et administratives, opérateurs économiques, etc.). La médiatisation des activités de la CAPEC, par ailleurs, a été assurée à chaque fois que l'occasion s'était présentée. La presse écrite et audiovisuelle a couvert les ateliers de formation organisés en 2008 au profit des cadres de l'administration publique, décentralisée, la société civile, le secteur privé, les députés et les membres du Conseil Economique et Social.

Un point de presse a également été organisé par la chargée de communication lors du passage à Abidjan du Secrétaire Exécutif par Intérim de l'ACBF, Dr. FORLEMU en mai 2008. Ce point de presse a permis au Secrétaire Exécutif d'entretenir la presse écrite et audiovisuelle sur les activités de l'ACBF et de la CAPEC.

Dans le cadre de la communication et de la visibilité de la CAPEC, le Directeur de la Cellule a accordé, suite au séminaire de formation des cadres des Conseils Généraux sur la mobilisation des ressources, une interview qui a été publiée dans le journal fraternité Matin du lundi 30 juin 2008. Dans Cette interview, le Directeur de la CAPEC a expliqué l'importance de la décentralisation pour le développement économique de la Côte d'Ivoire et les possibilités de mobilisation de ressources additionnelles.

En 2008, la CAPEC a adressé des courriers aux Ministères, à la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), à la Fédération Ivoirienne des Petites et Moyennes Entreprises, à la Chambre de Commerce et de l'Industrie et à la société civile pour leur demander de désigner des points focaux avec lesquels elle peut échanger sur les préoccupations prioritaires des Ministères, des opérateurs du secteur privé et de la société civile. Plusieurs réponses positives ont été enregistrées et une première réunion de concertation devrait avoir lieu en janvier 2009 pour offrir l'opportunité à chacun des points focaux désignés d'exprimer les préoccupations de son département ministériel ou de son secteur d'activité. Cela permettra à la CAPEC de

programmer, pour l'année 2009, des études et travaux de recherche (sous forme de consultance) prenant en compte les préoccupations des uns et des autres.

Tout au long de l'année 2008, le site web de la CAPEC a été mis à jour. Par ailleurs, l'intranet a été activé, ce qui facilite la communication interne de la CAPEC.

Certes plusieurs activités de communication et de visibilité ont été réalisées en 2008, mais la CAPEC aurait pu mieux faire si les activités avaient été prises en compte dans le programme d'activité et le budget de l'année 2008. La finalisation du plan de communication et son adoption permettront d'intégrer de nouvelles activités dans le programme de 2009.

Il faut noter que également que la chargée de communication et de la visibilité a interrompu ses activités à partir du 24 octobre 2008 pour des congés de maternité.

III- AUTRES ACTIVITES

Outre les activités traditionnelles du programme de travail de la CAPEC, d'autres activités ont été exécutées au cours de l'année 2008.

3.1- Participation à des séminaires, conférences ateliers

La Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du Cires a participé au cours de l'année 2008 à plusieurs séminaires, conférences et ateliers aussi bien en Côte d'Ivoire qu'à l'extérieur du pays.

- Participation du Directeur au Colloque BCEAO, Universités, Centres de recherche à Dakar du 16 au 17 juin 2008 ;
- Atelier de sensibilisation sur les modalités de mise en œuvre des procédures révisées de non-objection de l'ACBF du 18 au 19 décembre 2008 à Ougadougou ;
- Atelier sur « les politiques agricoles dans un contexte de hausse généralisée des prix des produits agricoles » organisé par PAPES du 16 au 17 décembre 2008 à Ouagadougou ;
- Participation à l'atelier de préparation de la revue multi bailleurs du secteur agricole ;
- Participation à l'atelier de lancement du prix Abdoulaye Fadiga pour la promotion de la recherche économique à l'agence nationale ;
- Participation du Directeur à la conférence organisée par le MIRI sur les trois mondes (Ministère de l'Economie et des Finances) ;
- Participation aux manifestations de la journée africaine des statistiques ;
- Participation à l'atelier organisé par le Ministère de l'Enseignement Supérieur sur les statistiques de l'éducation nationale.

3.2- Acquisition de nouveaux matériels et cession des équipements usagés

La CAPEC a procédé en 2008, après appel d'offres public, à l'attribution de la fourniture du matériel informatique et des accessoires, d'un duplicopieur, de l'immobilier de bureau et des équipements de

froid. Une grande partie du matériel commandé a été réceptionnée. Le paiement a été réglé directement par l'ACBF.

La CAPEC a acquis, par ailleurs, un deuxième véhicule de marque HYUNDAI SONATA.

En 2008, la CAPEC a cédé au personnel le matériel usagé à titre gracieux. Il s'agit des ordinateurs, imprimantes, onduleurs et fax acquis au début de la phase II du projet et qui sont devenus obsolètes. Cette cession s'est faite en suivant les procédures en vigueur.

3.3- Gouvernance et administration

Au titre de la gouvernance et de l'administration, la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques a réalisé en 2008 les activités suivantes :

- Préparation et organisation de deux réunions ordinaires du Comité de Pilotage en mars et décembre et d'une réunion extraordinaire en septembre pour examiner les modifications apportées au programme d'activité et au budget 2008 ;
- Finalisation et adoption du règlement intérieur du Comité de Pilotage ;
- Recrutement du Directeur Adjoint, de deux chercheurs juniors et prise de service de la Chargée de la communication et de la visibilité de la CAPEC ;
- Finalisation de l'Audit externe de l'exercice clos le 31 décembre 2006 ;
- Finalisation de l'Audit externe de l'exercice de la période de janvier à juin 2007 ;
- Signature des contrats des membres du personnel et prise en compte de la contribution à la sécurité sociale ;
- Signature de la convention CAPEC/CIRES
- Publication d'un appel d'offre pour le recrutement d'un deuxième chauffeur, en juin 2008. Le dépouillement des dossiers et le recrutement sont en attente à cause des contraintes budgétaires.
- La CAPEC a publié un appel d'offres en 2008 en vue de recrutement d'un Cabinet d'audit externe pour la phase III du projet. Trois cabinets ont soumissionné à l'appel d'offres (PriceWaterHouseCoopers, Audit Intercontinental et Africaine d'Expertise et de conseil). Après analyse des offres techniques et financières, le Comité de sélection a retenu le cabinet « Audit Intercontinental » pour l'audit des comptes de la CAPEC III. Ce choix a été approuvé par le Comité de Pilotage sous réserve de l'avis de non-objection de l'ACBF ;
- Préparation d'une convention de collaboration avec le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD) ;
- Préparation et soumission d'une convention d'assistance technique au Ministère d'Etat, Ministère de l'Economie et des Finances ;
- La CAPEC a reçu une mission de l'ACBF pour un audit interne ;
- La CAPEC a accueilli une mission de supervision de l'ACBF du 4 au 11 juillet 2008 ;
- La CAPEC a au cours de l'année 2008 écrit à l'ACBF pour demander un avis de non-objection pour le recrutement de deux chercheurs juniors.

3.4- Recherche de financement

La CAPEC a rédigé et adressé, en 2008, des requêtes de financement à la Banque Africaine de Développement. Elle a également adressé des requêtes à d'autres bailleurs de fonds, notamment le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI, Canada), l'Agence Danoise d'Aide au Développement International (DANIDA), le Ministère néerlandais de la coopération. Malheureusement les requêtes adressées au CRDI, à DANIDA et au Ministère néerlandais de la coopération n'ont pas eu de suite favorable parce que la Côte d'Ivoire ne figure pas dans le champ d'actions de ces trois organismes. Quant à la BAD, elle n'a pas encore donné de suite.

La Cellule poursuit parallèlement, les démarches auprès des autorités de Côte d'Ivoire pour entrer en possession de la contrepartie ivoirienne du budget qui s'élève à **233 750 000 FCFA (deux cent trente trois millions sept cent cinquante mille francs CFA)**.

Un courrier a été adressé par la CAPEC au Ministre de l'Economie et des Finances pour s'excuser de l'erreur regrettable qui a entraîné la sous évaluation de la contribution de l'Etat de Côte d'Ivoire au budget total de la CAPEC III. En effet, cette contribution ne s'élève pas seulement à 233 750 000 FCFA (deux cent trente trois millions sept cent cinquante mille francs CFA) mais à 551 000 000 FCFA (cinq cent cinquante un millions de francs CFA). La Cellule a donc demandé à Monsieur le Ministre de bien vouloir réexaminer la requête en vue de faire inscrire au budget de l'Etat, pour les quatre années que durera la phase III, les 551 000 000 FCFA (Cinq cent cinquante un millions de francs CFA) pour ne pas que la différence, évaluée à 317 250 000 FCFA (trois cent dix sept millions deux cent cinquante mille francs CFA), compromette la réalisation des activités inscrites dans l'Accord de Don.

Il faut noter que 190 000 000 FCFA (cent quatre vingt dix millions de francs CFA) ont été engagés au profit de la CAPEC pour l'année 2008 mais les difficultés de trésorerie n'ont pas permis de rentrer en possession de cette somme.

IV- EXECUTION DU BUDGET

Sur un budget total de 424 739 308 FCFA adopté en 2008, 252 993 804 FCFA ont été dépensées soit un taux d'exécution de 59,6% (cf. détail en annexe). Deux rubriques ont connu, en 2008, des taux d'exécution particulièrement faibles. Il s'agit des rubriques interface (8,5%) et publication et documentation (20%). Le tableau 6 présente une synthèse de l'exécution budgétaire.

Le taux d'exécution apparemment faible de la rubrique interface s'explique par le montant (62 002 500 FCFA) prévu pour l'organisation du Forum mais qui n'a pas été dépensé. Ce montant ne sera pas inscrit dans le budget. Le principe étant acquis, la CAPEC pourra trouver, le moment venu, la manière de contribuer à l'organisation dudit Forum par le Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement.

De même, le taux d'exécution de la rubrique publication et documentation est faible parce que certaines activités prévues sous cette rubrique n'ont pas été réalisées. Des dispositions sont désormais prises.

Pour éviter des faibles taux d'exécution, les activités dont la réalisation n'est pas sûre verront leur programmation revue désormais, dans le cadre des modifications du programme et de budget en cours d'année.

Tableau 6 : Taux d'exécution du budget 2008 par rubrique :

Rubriques	Budget total	Dépenses financées par :			Total dépenses	Taux d'exécution
		ACBF	Etat	Fonds propres		
1. Activité du programme	162 901 091	118 856 170	37 114 921	6 930 000	52 413 816	32,2
1.1 Recherche et Etudes	17 550 000	16 000 000	1 550 000		4 870 000	27,7
1.2 Formation	38 934 415	27 400 000	11 153 415		36 241 571	93,1
1.3 Interface	86 732 500	68 952 500	10 850 000		7 353 118	8,5
1.4 Documentation et Publication	19 684 176	6 503 670	13 180 506		3 949 127	20,1
2. Dépenses d'équipement	47 430 000	30 880 000	16 550 000		42 251 720	89,1
3. Coûts administratifs	200 672 000	143 692 000	56 980 000		155 583 203	77,5
3.1 Cadres	79 200 000	79 200 000			51 681 000	65,3
3.2 Personnel de soutien	38 600 000	35 520 000	3 080 000		35 124 034	91,0
3.3 Coûts de fonctionnement	82 872 000	28 972 000	53 900 000		68 778 169	83,0
Fonds non alloués	13 736 217	9 920 000	3 816 217		2 745 065	20,0
Total Global	424 739 308	303 348 170	114 461 138	6 930 000	252 993 804	59,6

V- PERFORMANCES

La Cellule d'Analyse des Politique Economique, en 2008, a réalisé six (6) études sur les huit (8) prévues dans le programme d'activité modifié, soit un taux de réalisation de 75%. Les deux autres n'étant pas achevées pour des raisons de mise à disposition des données.

Au niveau des consultances, sept (7) études sur les neuf confiées aux consultants extérieurs ont été réalisées. Les deux dernières études ne sont pas terminées à cause des difficultés que les consultants ont éprouvées pour disposer des données nécessaires à leur réalisation. Dorénavant, les thèmes d'étude à confier aux consultants seront choisis, en fonction des besoins des décideurs, mais en tenant compte aussi de la disponibilité des données pour les traiter.

Concernant les publications, l'acquisition du duplicopieur a permis d'éditer et de publier les études réalisées en 2005, 2006 et 2007. Ainsi 24 PED, 21 BUPED et 41 LPE ont été publiés. Cet effort doit se poursuivre pourachever le ratrappage en 2009.

Concernant la formation, neuf (9) ateliers ont été organisés, bien qu'un des ateliers prévus dans le programme d'activité 2008 n'ait pas eu lieu. La CAPEC a formé ainsi 295 auditeurs contre 256 attendus en 2008. L'objectif a donc été largement atteint en ce qui concerne l'activité de formation.

Concernant les études à titre onéreux, des efforts ont été réalisés en soumissionnant à des appels d'offres. Malheureusement la cellule est toujours dans l'attente des réponses.

Des efforts ont été également déployés pour rechercher des ressources additionnelles mais les résultats ont été négatifs parce que les bailleurs de fonds contactés n'ont pas la Côte d'Ivoire dans leur champ d'action. D'autres démarches seront entamées dès le début de l'année 2009 auprès d'autres bailleurs de fonds pour la mobilisation des fonds additionnels.

Parallèlement aux actions menées en direction des bailleurs de fonds, la CAPEC poursuit les démarches pour la contrepartie de l'Etat de Côte d'Ivoire.

Le taux d'exécution du budget a été faible (59,6%) à cause des activités qui sont inscrites mais n'ont pas été réalisées en 2008. Pour remédier à cette situation, à l'avenir, la programmation des activités dont la réalisation n'est pas sûre sera revue en cours d'année dans le cadre des modifications budgétaires et de programme.

CONCLUSION

En conclusion, on peut noter que certains objectifs ont été atteints et que d'autres l'ont été en partie.

Des efforts doivent être poursuivis au niveau de la recherche de financement. Cela permettra d'envisager des chercheurs associés pour élargir le champ de spécialités de la CAPEC et accroître ses activités.

ANNEXE : EXECUTION BUDGETAIRE

EXECUTION DU BUDGET 2008

COMMENTAIRES :

L'exécution du budget 2008 par la CAPEC, au cours de la période du 01/01/2008 au 31/12/2008.

Analyse des rubriques budgétaires ci-dessous désignées :

- **1) ACTIVITES DU PROGRAMME**

Le budget global est de 162 901 091 F CFA.

Les dépenses effectuées au cours des 12 mois s'élèvent à 52 413 816 F CFA .

Soit un pourcentage d'exécution de 32,18%.

L'écart budgétaire est de 110 487 275 F CFA.

Sur huit ateliers de formation programmés, sept ont été réalisés plus deux autres qui n'étaient pas prévus.

Le pourcentage d'exécution est faible parce que les sous-rubriques désignées ci-dessous n'ont pas été exécutées:

- . Collecte de données ;
- . Séminaire de dissémination ;
- . Appui à l'administration/Développement durable en Afrique ;
- . Honoraire consultants (grande conférence) ;
- . Petit déjeuner de presse ;
- . Mission/mobilisation des ressources ;
- . Publications et documentation

Etc...

Des mesures ont été prises pour qu'en 2009 ces sous-rubriques soient exécutées.

- **2) DEPENSES D'EQUIPEMENT**

Le budget de cette rubrique est de 47 430 000 F CFA.

Les dépenses effectuées au cours des 12 mois s'élèvent à 42 251 720 F CFA .

Soit un pourcentage d'exécution de 89,08%.

L'écart budgétaire est de 5 178 280 F CFA.

Les acquisitions du matériel de bureau et du matériel informatique qui avaient été programmées en 2007 se sont réalisées au cours de cette période.

Cette rubrique devrait être exécutée à 100% si la sous rubrique équipement documentation avait été exécutée. L'écart budgétaire s'explique aussi par le fait qu'il y a eu plus de gains sur les achats d'équipement qui ont été effectués par rapport au budget prévu.

- **3) COUTS ADMINISTRATIFS ET COUTS DE FONCTIONNEMENT**

Le budget de cette rubrique est de 200 672 000 F CFA.

Les dépenses effectuées au cours des 12 mois s'élèvent à 155 583 203F CFA.

Soit un pourcentage d'exécution de 77,53%.

L'écart budgétaire est de 43 088 797 F CFA.

Il s'explique du fait que les deux Chercheurs séniors et les deux chercheurs juniors qui devraient être recrutés en 2008, n'ont pas été recrutés.

- **5) FONDS NON ALLOUES**

Le budget de cette rubrique est de 13 736 217F CFA.

Les dépenses effectuées au cours des 12 mois s'élèvent à 2 745 065 F CFA .

Soit un pourcentage d'exécution de 19,98%.

L'écart budgétaire est de 10 991 152 F CFA.

Cette rubrique a un taux d'exécution faible du fait que c'est seulement les voyages initiés et autorisés par l'ACBF qui y sont imputés ainsi que des activités importantes non prévues.

CONCLUSION

Sur un budget global de **424 739 308 F CFA** couvrant 12 mois d'exercice , **252 993 804 F CFA** ont été exécutés.

Le pourcentage d'exécution est de 59,56 %.

L'écart budgétaire est de 169 745 504F CFA.

La faiblesse du pourcentage d'exécution s'explique par le fait que certaines activités n'ont pas pu être exécutées notamment le Séminaire de Dissémination, le Forum sur le Développement durable en Afrique, le petit déjeuner de presse, la Mission de mobilisation des ressources et les Publications et Documentation. De même les deux Chercheurs séniors ainsi que les deux chercheurs juniors qui devraient être recrutés en 2008, n'ont pas été recrutés.

Pour l'exécution du budget 2009, la CAPEC prendra des mesures pour que l'exécution des activités se fasse convenablement.

(Voir ci-joint le tableau de contrôle budgétaire provisoire)